

# « L'avenir est capital. Investir c'est le construire. »

## 1. RENFORCER LA COMPÉTITIVITÉ, L'INNOVATION ET LA SOUVERAINETÉ

Compétitivité et innovation vont de pair, comme nous le rappelle le rapport Draghi. L'innovation, ce ne sont pas que des technologies qui sortent des laboratoires. Ce sont des outils de transformation de nos *business models*, tout autant que des réponses à nos défis sociétaux.

Pour appuyer ce mouvement, France Invest doit :

- accompagner ses membres en vue d'orienter des financements substantiels vers la R&D technologique des PME et ETI rentables à l'aide d'indicateurs de mesure. Cela permettra d'aider la France à combler son retard en matière de dépenses R&D par rapport à l'Allemagne et aux États-Unis ;
- épauler ses adhérents dans le lancement et l'accompagnement des startups en capitalisant sur l'excellence des organismes publics de recherche grâce à des partenariats et des contrats-type simplifiés traitant les enjeux de confidentialité et d'exclusivité ;
- soutenir l'écosystème de la *French Tech*, fragilisé par un contexte économique peu favorable aux levées de fonds, pour redonner un nouveau souffle aux sorties, et donc, à la liquidité.

Être à la hauteur des enjeux de souveraineté, cela suppose aussi de redoubler nos efforts pour réindustrialiser notre pays.

Pour poursuivre dans cette voie vertueuse, France Invest, doit, au cœur des territoires :

- poursuivre les actions engagées en faveur d'une réindustrialisation verte et de la densification du maillage industriel qui passe par un plus grand nombre d'ouvertures de capital et par une plus grande sécurisation des transmissions familiales ;
- continuer les chantiers ouverts dans le secteur de la défense et de la souveraineté en vue de faire émerger un écosystème qui fédère LPs, GPs et pouvoirs publics.

Pour être à la hauteur de ces défis, nous devons nous en donner les moyens.

## 2. CONSOLIDER NOTRE FORCE DE FRAPPE FINANCIÈRE

Il convient donc d'accélérer la dynamique de nos levées de fonds auprès des investisseurs institutionnels, *corporates*, *family offices*, français et étrangers...

France Invest peut y contribuer :

- en capitalisant sur le renforcement de sa fonction relations-investisseurs, en consolidant le dialogue avec les LPs, en organisant des roadshows ciblés à travers le monde tout en intensifiant les échanges dans les territoires, à travers des événements appelés à fédérer nos écosystèmes régionaux ;
- en poussant à l'accélération de la révision des règles prudentielles en accord avec les organisations professionnelles d'assurances et de banques, tant auprès des autorités

publiques françaises qu'européennes, afin que banques, assurances et fonds de pension investissent davantage dans notre classe d'actifs ;

- en s'attachant à ce que ces actions soient amplifiées sur le terrain des *deals*. Par l'augmentation des sorties, nous enclencherons aussi ce cercle vertueux de la liquidité sur toute la chaîne de financement. Les fonds d'*early-stage* et de *venture* mériteront, à cet égard, une attention spécifique.

Dans le même temps, nous devons poursuivre l'ouverture de notre classe d'actifs : l'épargne des Français a vocation à s'incarner dans notre économie productive, particulièrement à l'échelle des territoires où battent le cœur des PME et ETI créatrices d'emplois et locomotives de l'économie. Notre ambition est de faire en sorte que les particuliers, les entrepreneurs et les *family offices* représentent, demain, 50 % des levées de fonds réalisées en France.

France Invest dispose de plusieurs leviers d'action :

- soutenir des mesures concrètes : un label européen garantissant un fléchage clair des investissements vers l'Europe ou encore la mise en place de garanties publiques pour sécuriser l'investissement des particuliers dans les fonds finançant l'innovation, la réindustrialisation et la défense ;
- veiller à ce que les réformes positives engagées par la loi industrie verte libèrent leur plein potentiel. Nous devons aller plus loin et plus vite ! Cela veut dire jouer la carte de la transparence, en nous appropriant de nouveaux standards de communication, tant en termes quantitatifs que qualitatifs.
- renforcer l'image du capital-investissement auprès des Français en capitalisant sur notre expertise.

Si nous relevons les défis de la compétitivité et de la souveraineté, si nous renforçons notre force de frappe financière, nous aurons la capacité de remplir pleinement la mission de notre profession : accompagner, en profondeur, les mutations de l'économie.

### 3. TRANSFORMER L'ÉCONOMIE ET NOTRE ÉCOSYSTÈME

Nous devons garder le cap de la transition et de la croissance durable.

L'Europe et la France doivent consolider leur modèle vertueux, y compris face à une concurrence internationale moins-disante. Après la phase centrée sur l'atténuation du changement climatique, l'heure de l'adaptation a sonné. Les investissements dans la décarbonation s'inscrivent dans une logique de gestion des risques et de préservation de la valeur des actifs. Le pire des scénarii serait celui de l'inaction, avec un surcoût massif dû au dérèglement climatique dont les conséquences ne feront que s'aggraver (le coût des catastrophes naturelles s'est déjà chiffré à près de 300 Md€, l'an dernier).

Pour que notre industrie garde une longueur d'avance en matière de durabilité, France Invest doit :

- continuer de peser dans le débat réglementaire et accompagner ses membres pour que la transition écologique s'impose comme un levier de compétitivité et de souveraineté ;
- participer à la convergence entre transition numérique et transition énergétique. Les *data centers*, piliers de l'économie digitale, doivent être financés à l'aune de la sobriété énergétique et d'un impact réduit. France Invest s'appuiera ainsi sur le partage d'expériences

des fonds d'infrastructure, qui soutiennent des modèles d'affaires alliant innovation et décarbonation, pour encourager notre industrie à suivre cette voie ;

- poursuivre les travaux engagés sur le déploiement des critères ESG, pour que nos parties prenantes (épargnants en tête) aient la démonstration simple et implacable de notre impact positif sur la transformation responsable de l'économie et sur son effet d'entraînement. En tête de nos priorités figureront le partage de la création de valeur, l'actionnariat-salarié, des leviers clés pour renforcer la responsabilité, l'engagement et l'alignement des intérêts.

Accompagnateur de ses participations dans ce vaste mouvement de transformation, notre profession doit aussi s'attaquer à la transformation de son propre écosystème.

La révolution numérique qui va bouleverser nos façons de travailler appelle les sociétés de gestion à une évolution profonde. Intelligence artificielle et automatisation des processus d'analyse optimiseront les procédures internes, mais offriront aussi une vraie valeur ajoutée aux entreprises accompagnées et aux investisseurs.

C'est pourquoi France Invest devra :

- travailler sur le recensement de cas d'usage concrets de l'IA et de la *data science* dans le non coté ;
- identifier les transformations à anticiper ;
- accompagner ses adhérents en matière de cybersécurité pour protéger les données et les transactions financières.

La transformation des sociétés de gestion passe aussi par l'attraction et la rétention des talents. À ce titre, France Invest continuera de sensibiliser à la nécessité d'accélérer en matière de parité et de diversité, vecteurs de performance, d'innovation, de compétitivité et de pérennité.

Face à une consolidation du marché qui s'accélère, les sociétés de gestion doivent passer avec succès les paliers de croissance tout en préservant leur indépendance et leur attachement à l'Europe, sécuriser leurs transmissions, devenir des entités capables de rivaliser à l'échelle européenne, voire mondiale.

- France Invest doit faciliter les rencontres entre dirigeants de ses membres, en organisant des sessions de partage d'expériences et en élaborant un guide pratique sur les différentes stratégies de transmission et de consolidation des sociétés de gestion. Il n'y a pas de modèle unique d'organisation, de taille critique ou de structuration : tous les acteurs ont leur place, de l'acteur régional à la plateforme d'envergure mondiale.

Face aux défis que notre industrie doit relever, face aux transformations qu'elle doit accompagner, nous devons, sans relâche, défendre notre profession.

#### **4. DÉFENDRE NOTRE PROFESSION ET LES ENTREPRISES**

Notre profession doit pouvoir évoluer sur un terrain de jeu favorable : il faut donc sécuriser le cadre réglementaire et fiscal.

Cette stabilité, alignée sur les meilleures pratiques internationales, doit être la clé de voûte du système. Elle est un ingrédient essentiel pour orienter l'épargne vers l'économie productive. L'incertitude est l'ennemi de l'attractivité et de l'investissement.

Nous pourrions ainsi orienter nos actions :

- dans nos frontières, en renforçant les dispositifs incitatifs facilitant l'investissement via l'épargne, en adaptant le cadre des caisses de retraite pour encourager une réallocation des capitaux vers le non coté et, dans le sillage de la loi industrie verte, en poursuivant le référencement de fonds de capital-investissement dans l'épargne retraite et l'assurance-vie. L'Association devra saisir, avec le ministère de l'Économie et l'AMF, l'opportunité stratégique que représente la transposition de la directive AIFM2 pour renforcer la compétitivité du cadre réglementaire français ;
- en Europe, en agissant en faveur de l'harmonisation fiscale et réglementaire pour éviter les distorsions concurrentielles et en militant pour l'assouplissement des règles prudentielles imposées aux banques, assureurs et fonds de pension ;
- à l'international, en se mobilisant pour aligner nos pratiques sur les standards mondiaux afin que nos véhicules gagnent en attractivité, flexibilité et performance.

Défendre notre profession, c'est aussi et d'abord faire rayonner son impact.

Face à l'échéance de 2027, France Invest se donne un mot d'ordre : convaincre du rôle essentiel de notre industrie pour peser dans le débat public.

Il s'agira :

- d'unir nos forces avec nos partenaires (Medef, CPME, Croissance Plus, Meti, ...) pour promouvoir le non coté comme moteur essentiel du dynamisme des entreprises et de la vitalité des territoires, qui innove, créent de la croissance, des emplois et de la valeur ;
- de se positionner comme un acteur incontournable du débat économique national pour défendre les intérêts des membres et des entreprises, tout en restant strictement apolitique dans la campagne présidentielle ;
- de capitaliser sur ses nombreux leviers d'influence. France Invest ira ainsi au contact des candidats sur le terrain et leur adressera un manifeste présentant des recommandations stratégiques.

Plus que jamais, France Invest aura à cœur de promouvoir un capital-investissement favorisant innovation, souveraineté, création de valeur et compétitivité, un capital-investissement responsable, engagé et éthique sur les enjeux sociétaux.

Parce que, plus que jamais : « **L'avenir est capital. Investir c'est le construire.** »